

• Notes de lecture

Séraphin Kati-Coulibaly

- *Les substances d'origine végétale en Côte d'Ivoire. Potentiel et développement durable*

Didier Fassin

- *La société qui vient*

Sébastien Gardon, Amandine Gautier, Gwenola Le Naour, Serge Morand

- *Sortir des crises. One Health en pratiques*

Jean Boiffin, Thierry Doré, François Kockmann, François Papy, Philippe Prévost

- *La fabrique de l'agronomie. De 1945 à nos jours*

Daniel Benamouzig, Joan Cortinas Muñoz

- *Des lobbys au menu.*

Les entreprises agro-alimentaires contre la santé publique

Alexandre Ickowicz, Charles-Henri Moulin

- *Élevage au pâturage et développement durable des espaces méditerranéens et tropicaux*

Kako Nubukpo

- *Une solution pour l'Afrique.*

Du néoprotectionnisme aux biens communs

François Dedieu

- *Pesticides. Le confort de l'ignorance*

Margot Anne Kelley

- *Foodtopia. Communities in Pursuit of Peace, Love and Homegrown Food*

Thierry Pouch

- *Essai sur l'histoire des rapports entre l'agriculture et le capitalisme*

Fabien Carrié, Antoine Doré, Jérôme Michalon

- *Sociologie de la cause animale*

P. Coulangeon, Y. Demoli, M. Ginsburger, I. Petev

- *La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages*

Stéphanie Thiébault

- *La forêt. Histoire, usages, représentations et enjeux*

Anne Revillard

- *Méthodes et approches en évaluation des politiques publiques*

Olivier Boutou

- *De l'HACCP à l'ISO 22000.*

Management de la sécurité des aliments

Jean-Marc Moriceau

- *La mémoire des gens de la terre.*

Chroniques de la France des campagnes. 1789-1914

NESE no 51, Décembre 2023, pp. 89-104

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et études socio-économiques est une revue du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère, mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication :

Vincent Marcus, MASA-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Hérault, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction :

François Chevalier, MASA-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Julia Gassie, MASA-SG-SSP-CEP, Cheffe du bureau de la veille

Bruno Hérault, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'études et de prospective

Mickaël Hugonnet, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de l'évaluation et de l'analyse économique

Vincent Marcus, MASA-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Miguel Rivière, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de la prospective et de la stratégie

Isabelle Robert-Bobée, MASA-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Composition : SSP

Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

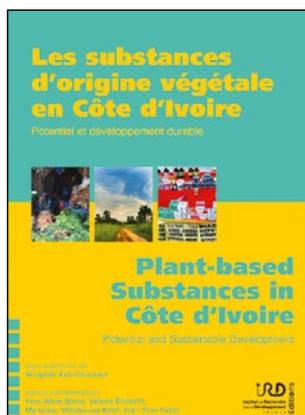
Dépôt légal : à parution

ISSN : 2104-5771 (imprimé)

ISSN : 2259-4841 (en ligne)

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



Séraphin Kati-Coulibaly (dir.)
Les substances d'origine végétale en Côte d'Ivoire.
Potentiel et développement durable
Éditions IRD, février 2022, 208 pages

Cet ouvrage porte sur les plantes cultivées (à des fins industrielles ou vivrières), mais aussi prélevées dans le milieu naturel, qui présentent un intérêt économique pour les secteurs de la cosmétique, de la médecine traditionnelle et des compléments alimentaires. Il s'inscrit dans la perspective d'un partage équitable, entre les utilisateurs et les fournisseurs de ressources génétiques, des avantages découlant de leur exploitation (Protocole de Nagoya). L'analyse donne également la priorité à l'amélioration des chaînes de valeur et à la recherche de débouchés commerciaux.

La première partie fait un état des lieux des espèces déjà valorisées et de celles qui pourraient l'être. Par exemple, la production de cacao (1,79 million de t/an) est en partie transformée sous forme d'aliments à caractère médicinal ; le karité l'est dans la filière cosmétique. Mais demeurent sous exploitées l'oseille de guinée, le *Prunus africana* (figure ci-dessous) ou la *Lippia multiflora*. De plus, la Côte d'Ivoire est le premier producteur et exportateur mondial de noix de cola (260 000 t majoritairement exportées, 118 millions d'euros de chiffre d'affaires), mais ses qualités médicinales restent peu valorisées. Pourtant, le « médicament traditionnel amélioré » (MTA), répondant à des critères de qualité et d'efficacité contrôlés, sans pour autant bénéficier d'une autorisation de mise sur le marché, est reconnu dans la législation nationale.

On observe aussi le développement de plusieurs marchés de la cosmétique en Afrique et la mise en place, à Lagos, d'un pôle de recherche dédié, tandis que les innovations du Ghana en matière de médecine traditionnelle ont été valorisées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Valorisations du *Prunus africana*

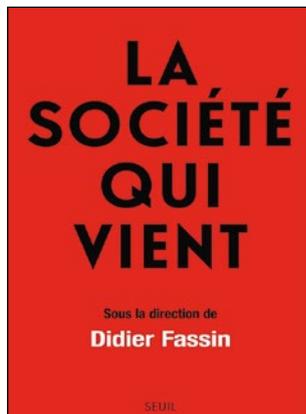


Source : Institut de recherche pour le développement
Lecture : fruit de *P. africana* (A) ; écorce entière et en poudre de *P. africana* (B) ; exemples de complément alimentaire (C) et de médicament soumis à autorisation de mise sur le marché (AMM) européenne (D) obtenus à partir de *P. africana*.

La deuxième partie du livre est consacrée aux savoirs locaux, « chaînon manquant du développement », et la troisième porte sur le cadre juridique national. La dernière section, coordonnée par V. Boisvert (université de Lausanne), rappelle des points clés pour le développement des chaînes de valeur cosmétiques, médicales ou des compléments alimentaires. Par exemple, la qualification adéquate des types de produits envisagés en est un : produits finis, ingrédients « naturels » destinés à la transformation industrielle et issus d'une diversification de la production agricole et agroforestière. Le ciblage des marchés (attentes des consommateurs, règles locales de commercialisation) et l'identification des principaux bénéficiaires des gains économiques sont aussi importants. Ces choix devraient, selon les auteurs, s'appuyer sur un exercice de prospective économique.

Nathalie Kakpo
Centre d'études et de prospective – MASA
nathalie.kakpo@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Didier Fassin (dir.)
La société qui vient
Paris, Seuil, 2022, 1 318 pages

En janvier 2022 a été publié *La société qui vient*. L'ouvrage propose « une interrogation sur notre temps qui aiderait à penser l'avenir ». Selon D. Fassin (EHESS), les protestations des « gilets jaunes » et la relative adhésion qu'elles ont suscitée, la pandémie de Covid et la succession d'événements environnementaux en 2021 (canicule, inondations, etc.) marquent l'avènement d'un « moment critique ». L'ouvrage en donne des clés de compréhension à partir d'une analyse des questions politiques soulevées, des inégalités accentuées par la pandémie, des alternatives formulées.

Parmi les 64 chapitres regroupés en six parties, celui de C. Bonneuil (CNRS-EHESS) souligne que le concept d'anthropocène remet en question les grands partages entre nature et sociétés opérés par la modernité industrielle. Il s'agit désormais de « penser les puissances d'agir de la terre et de la matière, de la vie et des écosystèmes dans une même grille de pensée intégratrice » : un défi pour les concepteurs de politiques publiques. L'auteur invite aussi à faire un décryptage critique des récits dominants sur l'anthropocène. En 1800, une théorie largement partagée liait alors, en Europe de l'Ouest, le changement climatique à la déforestation massive. Selon l'auteur, cette déforestation a amené des communautés rurales, au nord comme

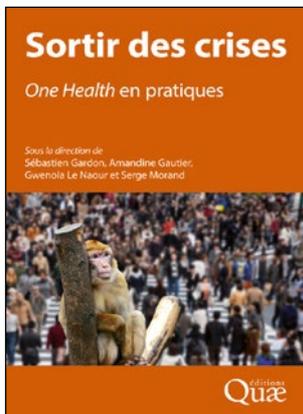
au sud, à perdre les bienfaits de biens communs agricoles et forestiers. R. Keucheyan (université de Paris) souligne, lui, les mécanismes clés de l'univers de la consommation : publicité valorisant l'expérience liée au produit bien plus que celui-ci, « financiarisation de la vie quotidienne » et « fabrique de l'homme endetté », obsolescence programmée des biens. Il insiste sur les formes nouvelles de politisation de l'alimentation : l'action « collective individualisée » comme le véganisme, qui pourrait converger vers d'autres mouvements ; la construction de collectifs de consommateurs qui établissent, *via* les nouvelles technologies, le cahier des charges des produits qu'ils souhaitent acheter.

En écho au chapitre de L. Davezies (CNAM) sur les inégalités territoriales, J. Mischi (Inrae) rappelle certaines des caractéristiques majeures des espaces ruraux français : les catégories populaires y sont surreprésentées, les ouvriers formant le premier groupe d'actifs. Ils travaillent notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la logistique, tandis que les calendriers agricoles président à la circulation des travailleurs saisonniers.

Nathalie Kakpo

Centre d'études et de prospective – MASA
nathalie.kakpo@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Sébastien Gardon, Amandine Gautier, Gwenola Le Naour, Serge Morand (dir.)
Sortir des crises. One Health en pratiques
Éditions Quæ, 2022, 262 pages

Dans cet ouvrage paru récemment, une cinquantaine d'auteurs s'interrogent sur la mise en pratiques de l'approche *One Health*. En effet, si le concept est maintenant bien connu, sa traduction opérationnelle se heurte à de nombreux défis. Les 29 courts chapitres, rendant compte de travaux diversifiés (synthèses, études de cas, témoignages de professionnels, entretiens), décrivent les mécanismes permettant de rendre opérant le concept. La première partie, « Après Pasteur ? », explique l'évolution historique des enjeux scientifiques vers une spécialisation des disciplines, que *One Health* remet en question. La partie suivante, « Une vision renouvelée des maladies et du soin », met en évidence la vision plus holistique de la santé dans les pratiques médicales sur laquelle repose *One health*. Ensuite, « Un nouveau (dés)ordre économique et sanitaire du monde ? » met en perspective la mondialisation des risques et le développement d'institutions et de mécanismes de régulation globaux. Enfin, « Un nouveau paradigme des politiques publiques de santé » témoigne de la difficulté à décliner le concept de *One Health* dans la fabrique des politiques publiques.

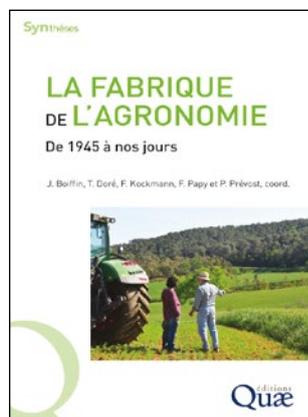
La profession vétérinaire est au cœur de ces questionnements, du fait des situations empiriques rencontrées par le praticien. Face à une infestation

de poules par des poux rouges, le vétérinaire doit par exemple arbitrer entre des injonctions contradictoires, mais néanmoins inhérentes au concept *One Health*. Ainsi, en thérapeutique, les méthodes de biocontrôle sont moins efficaces que les produits pharmaceutiques, mais ceux-ci ont des conséquences environnementales négatives.

Un exemple emblématique d'application de *One Health* est la lutte contre l'antibiorésistance. Si la diminution de l'usage des antibiotiques dans les élevages est avérée, l'objectif général interroge le vétérinaire : confronté aux maladies animales, le label « sans antibiotique », prôné par des ONG et des distributeurs, constitue à ses yeux un « horizon irréaliste ». Renoncer aux traitements antibiotiques chez les animaux pourrait même causer une baisse du bien-être animal, la bonne santé constituant un de ses cinq critères d'évaluation. Enfin, selon les auteurs, pour que le vétérinaire devienne un acteur central de *One Health*, le contenu de sa formation et les modalités de ses relations professionnelles avec les ministères chargés de l'écologie et de la santé devraient évoluer (ex. dans le cadre de l'octroi du mandat sanitaire).

Franck Bourdy
Centre d'études et de prospective – MASA
franck.bourdy@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Jean Boiffin, Thierry Doré, François Kockmann, François Papy, Philippe Prévost (coord.)
La fabrique de l'agronomie. De 1945 à nos jours
 Éditions Quæ, 2022, 498 pages

Cet ouvrage éclaire les développements de l'agronomie en France depuis le milieu du XX^e siècle. Entre science et technique, entre production de connaissances sur « les relations entre les plantes cultivées, le milieu et les pratiques agricoles » et solutions d'ingénierie pour mieux « raisonner la conduite des cultures », la discipline d'abord ancrée dans la chimie agricole et la physiologie végétale, se renouvelle au contact des sciences humaines, de l'écologie, etc. Elle répond aussi à de nouvelles demandes en matière de durabilité et de formation. Deux parties décrivent les processus, les étapes et les acteurs de cette évolution.

La première porte sur les dynamiques scientifiques contribuant à la « cohérence interne » de l'agronomie. Est ainsi mise en perspective l'apparition de concepts clés comme le « système de culture », l'« itinéraire technique » ou le « modèle d'action » (figure ci-dessous). De même, les approches, méthodes et outils de l'agronome s'enrichissent.

Les exemples étudiés, comme le « profil cultural », « l'analyse de rendements » ou la « modélisation d'accompagnement », illustrent la tension entre deux stratégies : « s'affranchir de la variabilité ou en tirer parti ». Le développement du numérique permet, de façon inédite, de formaliser des raisonnements et de modéliser les agroécosystèmes, mais il sert aussi de levier à l'automatisation des agroéquipements. Un chapitre vise plus particulièrement les échelles d'analyse (parcelle, exploitation, région, etc.) et le « couplage entre fonction productive et environnementale de l'agriculture ». Un autre aborde la succession de cinq régimes de conception des « objets » de l'agronomie, et la contribution de la discipline aux processus d'innovation et de transition.

Chronologie de l'émergence des domaines, objets et concepts de l'agronomie, entre 1945 et 2020

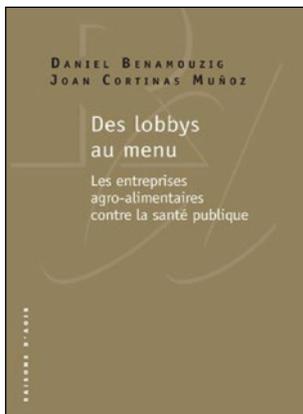
Période	Domaines principaux émergents	Objets principaux	Concepts émergents
1945-1960	Expérimentations analytiques en laboratoire	Matériau terre Plante entière Phénomènes bioclimatiques Fertilisation	Appropriation de concepts issus des sciences du milieu physique et de la physiologie végétale
1960-1970	Diagnostic au champ	Sol Raisonnement des techniques (fertilisation, travail du sol, irrigation)	Concepts interdisciplinaires permettant une approche intégrée du fonctionnement du champ (par exemple sur le fonctionnement hydrique) Parcelle, exploitation agricole
1970-1990	Analyse systémique du fonctionnement du champ cultivé Analyse des pratiques agricoles Analyse régionale de l'agriculture	Peuplements cultivés Champ cultivé Diversité des exploitations agricoles Raisonnement des pratiques	Peuplement cultivé, élaboration du rendement Itinéraire technique, système de culture et concepts dérivés Concepts écophysiologiques partagés avec l'écologie fonctionnelle Modèle d'action
1990-2005	Liens entre pratiques agricoles et impacts environnementaux Insertion des pratiques agricoles dans les filières	Mécanismes fins des relations climat-sol-plante Flux de matière dans l'espace agricole Élaboration de la qualité des produits au champ Organisation des filières	Relations structure-fonction chez les plantes Bassin-versant, unités agrophysionomiques Bassin d'approvisionnement, système local d'approvisionnement
2005-2020	Fonctionnement des agroécosystèmes à différentes échelles Pratiques agricoles et enjeux globaux	Composantes biologiques des agroécosystèmes Systèmes innovants	Appropriation de concepts issus de l'écologie des populations et des communautés

Source : Éditions Quæ

La seconde moitié du livre s'intéresse davantage aux institutions qui mobilisent, orientent et financent l'activité des agronomes : recherches fondamentale et appliquée, établissements de formation (notamment de l'enseignement supérieur), système du développement agricole, etc. À partir des cas de l'azote, de la gestion des sols et du foncier, et de la protection des plantes (plan Écophyto), le chapitre consacré aux politiques publiques souligne les risques d'instrumentalisation, et les « relations difficiles » entre commande d'expertise et autonomie disciplinaire.

Florent Bidaud
 Centre d'études et de prospective – MASA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Daniel Benamouzig, Joan Cortinas Muñoz

Des lobbys au menu.

Les entreprises agro-alimentaires contre la santé publique

Raisons d'agir, 2022, 168 pages

Écrit par deux sociologues, ce livre met en lumière les actions du secteur agroalimentaire français pour peser sur les décisions publiques concernant la nutrition et la santé. Basé sur un important travail de terrain, il couvre les discussions sur l'interdiction de la publicité pour les produits trop gras, sucrés ou salés en 2008, la mise en place du Nutriscore à partir de 2014 et les États généraux de l'alimentation, lancés en 2017. Outre de nombreux entretiens, les auteurs ont quantifié ces activités de lobbying à partir des « liens directs » déclarés entre les acteurs économiques du secteur (entreprises, fédérations, interprofessions, fondations, etc.) et d'autres univers sociaux (champ scientifique, décideurs publics, secteur associatif).

Les lobbys suivent trois lignes d'action, souvent imbriquées. Tout d'abord, bien en amont des réglementations, sur un temps long, ils visent la production des connaissances qui justifient les mesures de santé publique. Ces « stratégies cognitives » consistent à financer des recherches, des chaires de mécénat, etc. Ils peuvent aussi entretenir le doute sur des travaux contraires à leurs intérêts, notamment en matière de risque (effets supposés d'un produit sur la santé). Les auteurs pointent aussi différentes méthodes

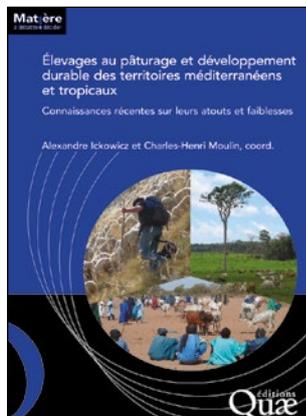
pour « recadrer les débats » sur la santé, en les déplaçant sur le terrain des choix individuels et de la liberté, ou sur celui de la culture (gastronomie). Par ailleurs, les « stratégies relationnelles », elles, visent plus directement les décideurs (élus, hauts fonctionnaires). Il s'agit alors de faire circuler des idées en participant à des groupes de travail ou à des instances de concertation, en proposant des amendements législatifs, ou encore d'établir des relations privilégiées avec les médias. Enfin, des stratégies dites « symboliques » s'efforcent de discréditer des adversaires ou de valoriser une image vertueuse, notamment dans les domaines du sport et de l'action sociale, à travers des fondations philanthropiques.

Loin de se cantonner à une dénonciation des lobbys, l'ouvrage donne à voir le « fonctionnement ordinaire » de notre société. Il propose des pistes de réflexion pour dépasser la seule lutte contre les conflits d'intérêts, aujourd'hui très développée, et engager des réformes de « transparence » plus systémiques (voir un entretien avec D. Benamouzig sur ce point).

Florent Bidaud

Centre d'études et de prospective – MASA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Alexandre Ickowicz, Charles-Henri Moulin (coord.)
*Élevage au pâturage et développement durable
des espaces méditerranéens et tropicaux*
Éditions Quæ, 2022, 207 pages

Dans cet ouvrage, des chercheurs de l'unité mixte Selmet (Cirad/Inrae) rassemblent plusieurs de leurs travaux portant sur l'élevage au pâturage, dans les territoires méditerranéens et tropicaux, thème au cœur du projet scientifique de l'unité de 2015 à 2020. Au fil de la vingtaine de contributions, les auteurs font la démonstration de l'intérêt des systèmes pâturants, du point de vue de la transition agro-écologique et des Objectifs de développement durable (ODD). À rebours de l'image passéiste que véhicule ce mode d'élevage, ils font au contraire la preuve, en s'appuyant sur des cas concrets, de sa capacité d'innovation et d'adaptation, et de son efficacité.

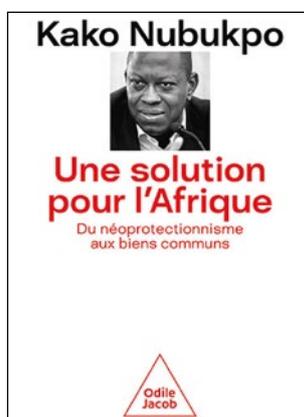
L'ouvrage comporte cinq parties, la première introduisant la problématique et le cadre d'analyse. La deuxième analyse les capacités d'adaptation des systèmes pâturants face aux changements locaux et globaux. Les auteurs montrent que les leviers utilisés sont de natures diverses (physiologique, génétique, technique, organisationnelle, etc.) et qu'ils sont mobilisés à différents pas de temps et échelles (animal, exploitation, paysage). La troisième partie s'intéresse à l'efficacité de ces systèmes, entendue

comme la capacité à produire en minimisant l'utilisation des ressources naturelles. Plusieurs exemples d'évaluation à l'échelle des exploitations, des filières et des territoires sont ainsi présentés. Même si les résultats ne sont pas univoques, ils mettent en exergue l'efficacité de l'élevage au pâturage, surtout lors d'évaluations multi-critères rendant compte de sa multifonctionnalité. La quatrième partie traite des innovations visant à accroître les performances des systèmes pâturants (spectrophotométrie pour déterminer la valeur des fourrages, mise en place de banques fourragères, etc.). Elle en étudie les processus de création et de dissémination, largement participatifs et basés sur la co-construction entre éleveurs et chercheurs.

En conclusion, les auteurs constatent l'intérêt de l'élevage au pâturage du point de vue du développement durable, sans en occulter les limites. Ils recommandent la mise en œuvre de politiques publiques permettant la coexistence de ces modes d'élevage avec les autres façons de produire.

Mickaël Hugonnet
Centre d'études et de prospective – MASA
mickael.hugonnet@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Kako Nubukpo

Une solution pour l'Afrique.

Du néoprotectionnisme aux biens communs

Odile Jacob, octobre 2022, 295 pages

Dans cet ouvrage, le commissaire chargé du développement de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), K. Nubukpo, présente ses propositions pour l'avenir de l'Afrique. Elles s'appuient notamment sur des sources bibliographiques variées. Face aux défaillances des marchés et des États, il envisage la gestion des « biens communs » (terres, monnaie, numérique, etc.) comme une solution de développement endogène, optimisant l'utilisation des ressources et évitant leur prédation. Il préconise l'instauration d'un néoprotectionnisme africain (moindre intégration commerciale, stabilisation des prix agricoles) et le développement de l'agro-écologie (usage intensif et durable des facteurs naturels), pour assurer la souveraineté alimentaire du continent.

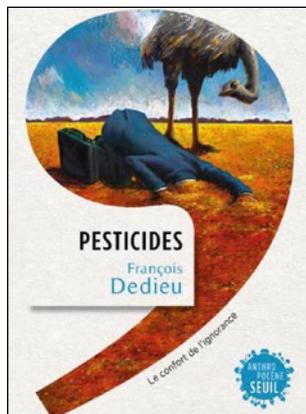
Le troisième chapitre, « Les paysanneries au centre de la souveraineté alimentaire », présente les atouts et les limites de l'agriculture familiale ouest-africaine, puis analyse les modèles agro-industriels prônés dans plusieurs plans d'urgence nationaux. Souvent soutenue par des incitations fiscales fortes, cette agriculture exportatrice permettrait de créer des emplois grâce à la transformation locale de produits, pour

l'instant exportés sous forme brute. Cependant, ses effets d'entraînement sont souvent surestimés et l'intégration des producteurs agricoles dans son déploiement n'est pas toujours envisagée. L'auteur estime donc qu'elle n'offrirait pas la solution escomptée à la crise alimentaire et au choc de demande que pourrait connaître le continent à l'horizon 2050, sous l'effet de la croissance de la population, de son urbanisation et de l'évolution des régimes alimentaires. Il promeut l'agro-écologie soutenue et facilitée par la reconnaissance (subventions, crédits, défiscalisations, etc.) des services écosystémiques rendus et appelle à refonder les politiques agricoles et environnementales : gestion et propriété du foncier, encadrement des prix payés aux producteurs, stocks, subventions aux consommateurs pauvres, organisation des filières, services publics en zone rurale. À cet effet la prospective, aux niveaux régional et national, permettrait selon lui « d'avancer vers un récit national et continental à long terme et de soutenir à tous les niveaux des choix publics structurants ».

Amandine Hourt

Centre d'études et de prospective – MASA
amandine.hourt@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



François Dedieu

Pesticides. Le confort de l'ignorance

Seuil, 2022, 400 pages

Dans ce livre, F. Dedieu (sociologue, Inrae) s'intéresse aux enjeux liés à l'homologation des produits phytosanitaires. Il s'appuie en particulier sur des enquêtes menées entre 2008 et 2016. À partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, l'utilisation croissante des pesticides a justifié la mise en place d'une évaluation scientifique poussée de leurs risques pour les humains et l'environnement. Tests toxicologiques, seuils d'exposition acceptable et mesures de protection : la « science réglementaire » a encadré *a priori* les autorisations de mise sur le marché (voir à ce sujet un précédent billet). Toutefois, les alertes de ses effets mal pris en compte et les soupçons de collusion entre industriels et régulateurs se sont multipliés, nourrissant un « climat de défiance ».

L'auteur commence par décrire les logiques d'action de différents acteurs. Les industriels sont soucieux de sécuriser leurs investissements de R&D en respectant les standards d'évaluation et les seuils. Les institutions publiques, chargées d'instruire les demandes d'homologation, paraissent débordées par les demandes, répondant aux urgences (cas des « usages orphelins »), manquant de moyens et contraintes selon F. Dedieu de « bricoler » des expertises. Les standards de qualité commerciale et les impasses agronomiques poussent les agriculteurs, dans certains cas, à réaliser des traitements en surdose ou non déclarés, avec des produits interdits ou en attente d'agrément. Enfin, les acteurs coalisés contre les pesticides

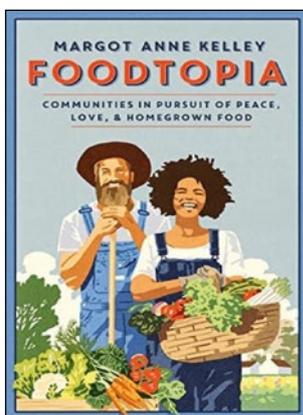
(ONG, journalistes, etc.) dépendent de l'agenda médiatique et se focalisent sur les conflits d'intérêt entre régulateurs et industrie.

L'ouvrage éclaire ensuite les mécanismes de « production de l'ignorance », par lesquels des données préoccupantes, des savoirs « inconfortables » et dissonants, sont minorés ou mis de côté lors des procédures d'alerte et d'homologation. La période étudiée a été marquée, entre autres, par une nouvelle phase de normalisation des équipements de protection individuelle (après la découverte de défauts de perméation) et par le transfert à l'Anses de la compétence d'autorisation de mise sur le marché des produits phytosanitaires. Selon l'auteur, les changements introduits en réponse aux critiques restent limités. Enfin, le dernier chapitre esquisse des pistes pour « renforcer la surveillance » post-mise en marché « afin de corriger de manière plus systématique les points aveugles de l'évaluation *a priori* ». Plus indirectement, il suggère de réduire le nombre de nouveaux pesticides pour désengorger les procédures d'évaluation, *via* un soutien accru à l'agriculture biologique et une meilleure valorisation des productions utilisant moins de traitements, y compris dans la conception des dispositifs de transition (Écophyto).

Florent Bidaud

Centre d'études et de prospective – MASA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Margot Anne Kelley

Foodtopia. Communities in Pursuit of Peace, Love and Homegrown Food

Godine, 2022, 384 pages

Ce livre retrace l'histoire des retours à la terre, aux États-Unis, depuis la première moitié du XIX^e siècle. Il identifie cinq mouvements successifs, dans les années 1840, 1900, 1930, 1970 et 2010, dont il souligne les points communs. D'abord un dégoût de la civilisation, de la grande ville et du capitalisme. Ensuite l'aspiration à davantage de liberté, d'égalité (entre hommes et femmes ou groupes sociaux) et à une meilleure connexion avec la nature. Et enfin l'importance accordée à la production agricole et à l'alimentation pour construire, sur le mode de l'exemple et de la préfiguration, une alternative à un ordre social contesté.

Pour chacune des périodes marquantes, l'ouvrage décrit le rapport au travail agricole, les relations ville-campagne et les conceptions dominantes de l'alimentation. Il commence par les « utopies séculaires » liées au transcendantalisme, qui prospèrent dans le Massachusetts des années 1840. Il évoque ensuite la communauté d'Arden (Delaware, à partir de 1900), puis S. et H. Nearing, militants de la simplicité volontaire, basés pendant la Grande Dépression des années 1930 dans le Vermont. Ils sont un trait d'union avec le mouvement *hippie* des années 1970. Si les expériences précédentes, en dépit de leur aura, avaient un goût d'échec et d'inachevé, l'auteure souligne ici la

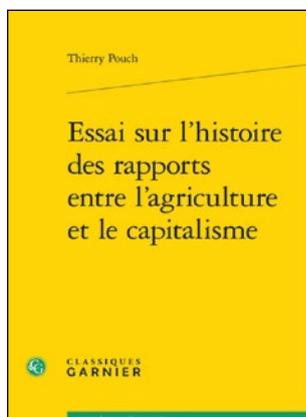
réussite sociale de mobilisations (telles celle des Diggers en Californie), qui parviennent à pénétrer la culture de masse (livres de cuisine, de conseils nutritionnels, etc.). Le terrain est ainsi préparé pour le mouvement actuel.

Ne citant que peu de chiffres, l'auteure livre cependant des aperçus intéressants sur la recrudescence d'installations sur des petites fermes. Appartenant aux *millennials* et à la « Gen Z », nés dans les années 1980 à 2000, les nouveaux *back-to-landers* sont aiguillonnés par des crises économiques et environnementales, propices à la prise de conscience. Soucieux de relocalisation et d'autonomie, ils trouvent l'inspiration chez des auteurs à succès tels M. Pollan et B. Kingsolver. Se basant sur des visites réalisées dans le Maine, M.A. Kelley prête à ces nouvelles générations une meilleure préparation au métier et une plus grande maîtrise technique, notamment grâce à des stages préalables (*apprenticeship*). Enfin, le déploiement des réseaux sociaux numériques constitue une rupture, en permettant un décloisonnement inédit par rapport aux formes communautaires des précédentes vagues de « retour ».

Florent Bidaud

Centre d'études et de prospective – MASA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Thierry Pouch

Essai sur l'histoire des rapports entre l'agriculture et le capitalisme

Classiques Garnier, février 2023, 265 pages

Remobiliser les approches marxistes de l'économie pour analyser les évolutions actuelles de l'agriculture : l'idée peut sembler étonnante, tant ces approches ont été délaissées par la recherche. C'est néanmoins ce à quoi s'attelle Thierry Pouch, qui entend démontrer la pertinence des analyses de K. Marx concernant l'agriculture.

Dans un premier chapitre, l'auteur revient aux textes du philosophe et économiste allemand et de ses successeurs. Pour K. Marx, le développement du capitalisme implique la dislocation des structures paysannes et la substitution du prolétaire au paysan. Ces analyses ont été prolongées par K. Kautsky, pour qui les dynamiques du capitalisme favorisaient la grande exploitation avec salariés. T. Pouch décrit aussi les controverses qui opposèrent, en Russie, les économistes populistes à Lénine. Emmenés par A. Chayanov, les premiers considéraient que, l'économie paysanne n'ayant pas pour finalité le profit, le capitalisme ne pourrait pas y pénétrer, quand le second voyait là une idéalisation de la paysannerie.

Ces controverses rappellent celles qui eurent lieu en France, au département économie de l'INRA, et qui connurent leur apogée dans les années 1970-80 (chapitre 2). Là où certains, tels J. Cavailhès, voient dans le développement

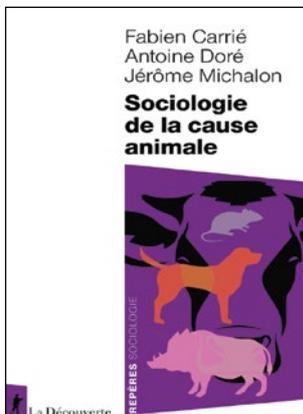
du capitalisme les prémices de la disparition de l'agriculture familiale, d'autres, à l'instar de C. Servolin, mettent en exergue la capacité de la petite production marchande à coexister avec le capitalisme. Les faits ont un temps semblé donner raison aux seconds, l'exploitation familiale s'étant largement maintenue en France jusque dans les années 1990. Mais pour l'auteur, ce maintien n'a été qu'une parenthèse, permise par un contexte particulier désormais révolu : consensus syndical et politique, régulation des marchés par la PAC, etc. Ainsi, dans le troisième chapitre, T. Pouch expose sa thèse : l'absorption de l'agriculture dans et par le capitalisme, décrite en son temps par Marx, est aujourd'hui en voie d'achèvement.

Ce constat justifie, selon lui, de redévelopper des approches marxistes de l'agriculture. Quasiment absentes des milieux scientifiques français depuis les années 1990, elles ont au contraire connu un renouveau notable au Royaume-Uni, au travers des études paysannes (*peasant studies*) puis des études agraires critiques (*critical agrarian studies*). L'auteur y consacre le dernier chapitre de son ouvrage.

Mickaël Hugonnet

Centre d'études et de prospective – MASA
mickael.hugonnet@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Fabien Carrié, Antoine Doré, Jérôme Michalon

Sociologie de la cause animale

La Découverte, 2023, 126 pages

Publié en février 2023, cet ouvrage écrit par trois sociologues offre une bonne présentation synthétique, en français, des mouvements associés à la cause animale.

La première partie retrace l'histoire de la protection animale. Dans les années 1820, au Royaume-Uni, les plus favorisés reprochent à la classe ouvrière sa cruauté dans l'utilisation des animaux de trait et de rente. Plusieurs pays se dotent ensuite de législations protectrices (en France, la loi Grammont de 1850). À la fin du siècle, en Europe et aux États-Unis, des refuges et des associations antivivisectionnistes sont créés, à l'initiative de femmes issues de la bourgeoisie. À une approche répressive de la maltraitance se substitue, au début du XX^e siècle, la volonté d'améliorer la vie de l'animal. Puis, dans les années 1960, on réfléchit aux notions de « bien-être » (rapport Brambell) et de « condition animale » (ouvrage *Animal Machines* de Ruth Harrison). À partir des années 1970, l'œuvre du philosophe australien Peter Singer est utilisée par deux publics différents : des militants prônent la « libération » des animaux, revendiquant une proximité avec les mouvements féministes, tandis que des chercheurs développent les *Animal studies*. Au début des années 2000, ces deux mouvements tendent à se rejoindre au travers d'un militantisme académique.

La seconde partie met en perspective les tendances contemporaines, dans divers pays. Les militants de la cause animale ne sont visibles, en France, qu'au début du XXI^e siècle. Au-delà de la dichotomie « *welfaristes* » (soucieux du bien-être animal) vs « abolitionnistes » (rejetant toute utilisation des animaux par les humains), une scission s'opère entre des associations reconnues par les pouvoirs publics et des mouvements plus violents et donc réprimés. Le « militant-type » est plutôt une jeune femme proche d'un parti animaliste ou d'un parti de gauche, même si l'extrême-droite est aussi impliquée dans la défense de cette cause. Ses habitudes alimentaires vont du végétarisme au véganisme, selon le niveau d'engagement. Les moyens audiovisuels, voire un *happening* parfois violent, sont largement utilisés pour dénoncer la maltraitance, et ces mouvements militants mettent la question animale à l'agenda politique national et européen dès les années 2000. Ils entretiennent de fortes relations avec la distribution alimentaire qui développe des segments commerciaux alternatifs. Enfin, ils contribuent à une recherche et un enseignement universitaire interdisciplinaires.

Franck Bourdy

Centre d'études et de prospective – MASA

franck.bourdy@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



P. Coulangeon, Y. Demoli, M. Ginsburger, I. Petev
La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages
PUF, 2023, 219 pages

En France, quels sont les ménages qui s'engagent le plus dans la consommation durable ? Qui contribue à préserver l'environnement et qui pollue le moins ? Écrit par quatre sociologues, ce livre s'appuie sur les résultats de l'enquête « Styles de vie et environnement » (SVEN) de 2017, pour élaborer une typologie de l'empreinte écologique selon les milieux sociaux.

Les auteurs montrent que les comportements sont loin d'être toujours alignés avec les déclarations d'intention. Pour ce faire, ils articulent plusieurs niveaux d'analyse. Le premier vise les opinions et attitudes des ménages, et « leur degré d'adhésion aux valeurs environnementales ». Le deuxième concerne les consommations, dans différents domaines : alimentation, équipements électroménagers, pratiques de tri des déchets et d'économie d'énergie, usages de l'automobile. Enfin, le troisième niveau est constitué par les paramètres d'âge, genre, niveau de vie, éducation et lieu de résidence.

Une analyse factorielle met en évidence trois grands clivages dans les réponses des Français, entre des ménages frugaux et d'autres très consommateurs, entre consommation éthique et indifférence aux enjeux environnementaux, entre ancrage local et modes de vie extravertis. Sur cette base, quatre profils se dégagent. Le « consumérisme assumé » concerne 28 % de

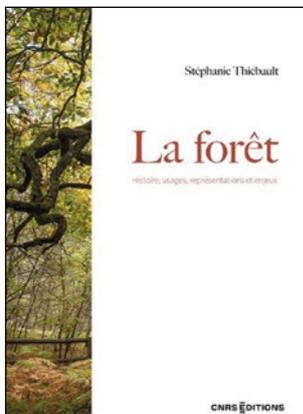
l'échantillon, notamment des ménages aisés, avec enfants, en maison individuelle. Les « éco-consuméristes » (28,5 %, dont une majorité de retraités) privilégient le confort mais voyagent peu et ont le temps de produire leurs propres aliments, d'aller chez les producteurs, etc. L'« écoscosmopolitisme » (16,5 %) regroupe des jeunes et des intellectuels vivant en ville, dans de petits logements, mais se déplaçant fréquemment à l'étranger pour leurs loisirs. Enfin, la « frugalité sans intention » (27 %) se rapporte à des ménages modestes, peu soucieux de sobriété, mais polluant faiblement car disposant de ressources limitées.

L'ouvrage a fait l'objet de plusieurs interviews en février 2023. Sur France Inter, dans l'émission *La tête au carré*, les auteurs sont interpellés sur le biais que pourrait constituer l'exploitation d'une enquête déjà ancienne. Selon P. Coulangeon, les inflexions et prises de conscience, depuis la pandémie de Covid-19, ne remettent pas en cause « des tendances de long terme, dont on peut imaginer qu'elles se poursuivent ». En revanche, depuis 2017, la norme d'éco-citoyenneté, étudiée par M. Ginsburger (voir une autre émission et un article), se diffuse, avec en particulier la stigmatisation croissante des voyages en avion (flygskam).

Florent Bidaud

Centre d'études et de prospective – MASA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Stéphanie Thiébault

La forêt. Histoire, usages, représentations et enjeux

CNRS Éditions, juin 2023, 384 pages

Archéobotaniste renommée, spécialiste de l'évolution des relations entre humains et milieux végétaux, Stéphanie Thiébault consacre cet excellent livre à la forêt, abordée sous des angles historique, biologique, botanique, mais aussi juridique, culturel et géographique. Directrice jusqu'en 2021 de l'Institut écologie et environnement (INEE), du CNRS, elle allie esprit de synthèse et souci du détail, dans un style toujours clair et précis. Richement illustré (photos, peintures, documents, schémas), l'ensemble est constitué de nombreuses notices thématiques pouvant être lues successivement ou grappillées au gré de la curiosité du lecteur. Si l'approche est à la fois globale et locale, associant diagnostics à l'échelle planétaire et focus sur des territoires particuliers, ce sont les dynamiques de la forêt française qui sont le plus amplement décrites. Des QR codes permettent, au fil des pages, d'ouvrir des sources bibliographiques complémentaires.

Le premier chapitre s'intéresse à la notion de « forêt », à son étymologie, ses nombreuses définitions, et il en décrit les principaux types, depuis les forêts primaires jusqu'aux forêts urbaines ou forêts-jardins. Suivent des pages à caractère historique, allant de l'apparition des tout premiers arbres (- 380 millions d'années) jusqu'à aujourd'hui, en passant par les grands cycles bioclimatiques du carbonifère et du quaternaire, le Néolithique, l'Antiquité et la description des grandes étapes de gestion de la forêt française depuis le Moyen Âge. Le troisième chapitre traite la forêt comme « enjeu planétaire », et aborde des sujets comme le changement climatique, la biodiversité, les services rendus aux sociétés humaines, mais aussi le bois en tant que ressource énergétique ou placement

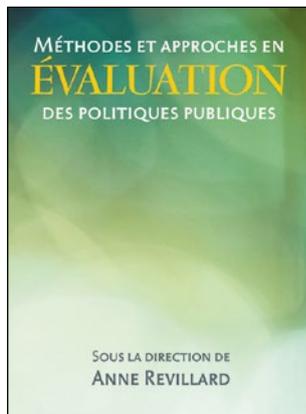
financier. Les représentations, images et symboles forestiers ne sont pas oubliés, avec leur cortège de contes et légendes, trolls et lutins, rites et divinités, de la « forêt de Brocéliande » à « l'arbre de la liberté ». Espaces mythologiques, les zones boisées ont aussi été, et avant tout, des lieux de vie, de travail, de productions et d'échanges : charbonniers, chauxfourniers, bûcherons, charpentiers, chasseurs, mais aussi écorceurs, gemmeurs, sabotiers, fagotiers, moussiers, vivaient *dans, de et pour* la forêt. Le chapitre suivant rappelle les diverses menaces pesant sur la bonne santé des forêts et leur pérennité : sécheresses, incendies, tempêtes, bioagresseurs, essences exotiques envahissantes, et plus directement encore déforestation. Si les forêts sont en danger, les dernières pages, prospectives, proposent « un avenir de solutions », fait de plusieurs registres (protection, adaptation, restauration, juridicisation, etc.), et qui nécessitera de nouvelles connaissances, des changements de modèles et de la volonté politique.

Un panorama aussi vaste aurait pu être superficiel : c'est loin d'être le cas car le texte est dense, rapide, très documenté et argumenté. S'il plonge souvent loin dans le passé, il se tient également au plus près de l'actualité, avec par exemple des développements sur les Assises de la forêt et du bois (mars 2022) et sur les grands incendies l'été de cette même année. Terminons en saluant la qualité du travail éditorial réalisé sur cet ouvrage, qui n'est pas seulement très intéressant à lire mais aussi très agréable à utiliser.

Bruno Héroult

Centre d'études et de prospective – MASA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Anne Revillard (dir.)

Méthodes et approches en évaluation des politiques publiques
Éditions Science et bien commun, septembre 2023, 355 pages

Dans la lignée d'un précédent ouvrage consacré aux fondements historiques et théoriques de l'évaluation des politiques publiques (voir à ce sujet un précédent billet), les éditions Sciences et bien commun publient, en accès libre, ce nouvel opus dédié aux méthodes.

Comme le rappellent les auteurs en introduction, le recours à des méthodes systématiques d'investigations empiriques est un des fondements de l'évaluation, qui la distingue du jugement subjectif. Si nombre de ces méthodes sont issues des sciences économiques et sociales, l'évaluation a également suscité des innovations propres. Les auteurs citent comme exemples les méthodes mixtes ou les recherches participatives qui, sans être cantonnées à l'évaluation, s'y sont largement déployées.

L'ouvrage se compose de 24 chapitres, traitant chacun d'une méthode. À côté des approches classiques (essais contrôlés randomisés, doubles différences, entretiens semi-directifs, groupes focaux), d'autres, moins connues, sont présentées (évaluation réaliste, récolte d'incidence). Pour faciliter la lecture et la comparaison, tous les chapitres sont organisés à l'identique, en cinq parties : *i*) présentation de la méthode ; *ii*) utilité pour l'évaluation ; *iii*) exemple d'utilisation ; *iv*) critères permettant de juger du bon emploi de cette approche ; *v*) intérêts et limites.

Parmi les exemples présentés, citons celui de « l'évaluation basée sur la théorie » (chapitre 20). Elle consiste à décomposer les différentes étapes de la chaîne causale liant l'intervention publique à

Théorie du programme alimentaire bangladais évalué



Source : Science et bien commun

ses résultats finaux, puis à tester empiriquement la validité de chaque maillon. Cette approche a été développée en réponse aux limites des démarches expérimentales ou quasi-expérimentales, qui permettent de mesurer les impacts d'une action, mais qui sont muettes quant à leurs mécanismes sous-jacents. Pour illustrer l'intérêt de cette méthode, l'auteure présente l'évaluation d'un programme alimentaire dédié aux enfants bangladais. Une première évaluation, utilisant des méthodes quasi-expérimentales (appariement sur score de propension), n'avait montré aucun effet du programme, sauf sur certaines catégories d'enfants. L'évaluation basée sur la théorie (figure ci-dessous) a permis d'en identifier les raisons : repérage imparfait des enfants malnutris par les agents en charge de la mise en œuvre du programme, mauvais ciblage du public, etc.

Sans prétendre à l'exhaustivité, cet ouvrage offre un large panorama des méthodes évaluatives, présentées de façon claire et didactique.

Mickaël Hugonnet

Centre d'études et de prospective – MASA
mickael.hugonnet@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Olivier Boutou

De l'HACCP à l'ISO 22000.

Management de la sécurité des aliments

AFNOR Éditions, juin 2023, 420 pages

Paru en juin 2023, cet ouvrage porte sur la maîtrise de la sécurité sanitaire des aliments, en utilisant l'HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) et la norme ISO 22000. Formateur et expert de l'Agence française de normalisation (Afnor) et de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), l'auteur signe cette nouvelle édition alliant pédagogie, humour et précision technique.

L'HACCP est un système d'analyse des dangers et des points critiques permettant la maîtrise de la sécurité sanitaire des aliments : il se décline de la fourche à la fourchette, sous la forme de bonnes pratiques. L'ISO 22000 est une norme internationale reprenant, entre autres, les principes de l'HACCP. Après une première partie centrée sur l'importance de l'hygiène alimentaire et les référentiels correspondants, l'ouvrage détaille l'usage de l'HACCP et les exigences de l'ISO 22000.

L'HACCP comporte douze étapes. Les cinq premières, dites « étapes préliminaires », visent à constituer une équipe dédiée (au lieu d'un unique responsable qualité), à décrire le produit, son élaboration, sa distribution et son usage

(pour identifier les dangers), à schématiser graphiquement l'ensemble des flux d'intrants et de personnels. Le document est validé par des visites sur site. Les sept étapes suivantes correspondent aux « principes HACCP » : après avoir identifié chaque danger et des solutions pour les minimiser, l'équipe détermine les points critiques permettant de les maîtriser et les limites mesurables à partir desquelles interviendront des alertes et des actions correctives. Ces dernières sont explicitées. Enfin, l'ensemble du plan est validé, et l'archivage des données et de la documentation est organisé.

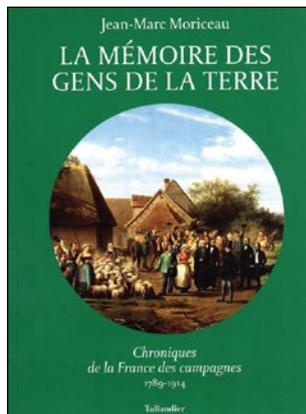
La dernière partie de l'ouvrage détaille les exigences d'un Système de management de la sécurité des denrées alimentaires (SMSDA), dans le cadre de la norme ISO 22000. Sont notamment abordées l'élaboration d'une politique de sécurité adaptée, la planification des actions préventives et correctrices, l'importance de la documentation et de la traçabilité, l'évaluation et l'amélioration continue.

Franck Bourdy

Centre d'études et de prospective – MASA

franck.bourdy@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Jean-Marc Moriceau

La mémoire des gens de la terre.

Chroniques de la France des campagnes. 1789-1914

Paris, Tallandier, septembre 2023, 752 pages

Après *La mémoire des croquants (1435-1652)* et *La mémoire des paysans (1653-1788)*, Jean-Marc Moriceau (professeur émérite à l'université de Caen) consacre ce troisième opus à la période 1789-1914. Aussi riche et passionnant que les deux précédents, l'ouvrage compile et commente de nombreux témoignages sur la vie des campagnes, issus de sources variées : rapports administratifs, enquêtes judiciaires, documents notariés, délibérations municipales, procès-verbaux, écrits techniques, journaux intimes, inventaires, livres de comptes, presse, littérature, etc. L'ensemble offre une masse considérable d'informations, sur des sujets très divers, allant des techniques agronomiques, des intempéries et des récoltes aux modes de vie ruraux, aux traditions familiales et aux clivages politiques, en passant par des descriptions des métiers, des conditions de travail, des mouvements protestataires ou des comices agricoles.

Au-delà de cette profusion de faits et gestes, percent quelques grandes tendances : progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation, évolution du rapport Humain-Animal, lent affranchissement des famines et des épidémies, développement de la mécanisation et des rendements, élévation des revenus paysans et diminution de la mendicité. On note aussi, tout au long du siècle, la lente régression du loup, une attention croissante portée aux enfants, un effet d'entraînement des « élites agricoles », l'amélioration génétique des cheptels et des espèces végétales, le déclin des foires, etc.

Derrière l'apparente immobilité de la vie locale apparaissent des périodes bien marquées. De 1789 à 1815, les gens de la terre vivent « à l'ombre de la guerre » et des secousses révolutionnaires ; les identités villageoises s'opposent souvent aux changements de régimes et aux nouveautés politiques venues de Paris. Entre 1816 et 1851, l'essor démographique bouscule les cadres traditionnels et les campagnes s'ouvrent sur l'extérieur (routes, écoles, service militaire). De 1852 à 1879, les échanges économiques s'intensifient, le progrès est célébré, les coutumes s'effacent et les disparités géographiques s'accroissent. Enfin, de 1880 à 1914, l'agriculture s'industrialise, les coopératives fleurissent et le fort exode rural occasionne une première déprise agricole.

Cette « longue chaîne de témoignages » montre le monde agricole au quotidien, dans son espace géographique, économique, culturel et social. Elle redonne la parole aux paysans, restitue les mentalités et la vie matérielle, les pesanteurs ou les innovations, « le temps long des structures et le temps court des événements ». Le profond intérêt de ce livre fait que nous attendons avec impatience le quatrième et dernier volume de la série, qui devrait porter sur les années allant de la Première Guerre mondiale à aujourd'hui.

Bruno Héroult

Centre d'études et de prospective – MASA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et études socio-économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Notes et études socio-économiques

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Secrétariat Général

Service de la Statistique et de la Prospective

Centre d'études et de prospective

Renseignements :

Bruno Hérauld
Chef du Centre d'Études et de Prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

bruno.herault@agriculture.gouv.fr